



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **23 SEP. 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MENDES

Rue de la Grande Haie
ZI de Montereau
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/24-**2093**
Code AIOT : 0006501889

1) Contexte

L'inspection a été réalisée de manière réactive suite à un accident survenu sur le site ayant nécessité l'intervention des services de secours.

En tant normal, le bisulfite de potassium est fabriqué en prélevant 5000 L de potasse diluée à 20 % et en y injectant par dilution 1 fût de SO₂ soit 1,1 tonnes. L'opération est réalisée 2 fois par jour sur 2 jours par semaine.

La potasse utilisée est reçue toutes les 3 semaines par citerne à une concentration de 50% et est diluée et stockée (62 m3) à une concentration à 20%. Une mesure de densité est réalisée pour vérifier la concentration obtenue avant utilisation .

En amont de l'événement, une livraison de potasse étant prévue la semaine suivante, par anticipation l'opérateur a procédé au cours de la matinée du jeudi 05 septembre à la mise en eau des cuves de stockage de la potasse en vue de procéder à la dilution.

Cependant, en fin de journée le 05/09/2024, il a procédé également à la fabrication de bisulfite selon le procédé rappelé ci-dessus mais la potasse utilisée était donc trop diluée. La réaction de fabrication de bisulfite étant exothermique, la réaction aurait généré une évaporation d'une certaine quantité d'eau et de SO₂ introduit et engendré un dégagement gazeux.

Rapport de l'inspection des installations classées **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 06/09/2024 de l'établissement MENDES implanté Rue de la Grande Haie ZI 77130 Montereau-Fault-Yonne, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une **action corrective** dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous un délai de 3 mois, il est nécessaire de réaliser les actions permettant de justifier d'une mise en conformité des points figurant dans les fiches de constats ci-après.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de l'action corrective précitée, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014 article : 7.4.1
- **Formation du personnel** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014 article : 7.4.4
- **Analyse de risques** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article : 72
- **Rétentions** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014 article : 7.6.3
- **Réservoirs** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014 article : 7.6.4
- **Règles de gestion des stockages en rétention** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014 article : 7.6.5
- **Neutralisation des gaz** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014 article : 8.1.8.2
- **Etude de danger** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014 article : 7.7.1
- **Déclaration et rapport** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014 article : 2.5.1

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Rétentions** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014 article : 7.6.3
- **Réservoirs** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014 article : 7.6.4

Le présent rapport rend compte de l'inspection réactive réalisée le 06/09/2024 suite à cet événement dans l'établissement MENDES implanté Rue de la Grande Haie ZI 77130 Montereau-Fault-Yonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MENDES
- Rue de la Grande Haie ZI 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006501889
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société MENDES, implantée en zone industrielle de Montereau-Fault-Yonne depuis 1994, est spécialisée dans le conditionnement de dioxyde de soufre et dans la fabrication de bisulfite de potassium, produit utilisé principalement dans le domaine de l'industrie alimentaire (conservation de jus de fruits, de fruits confits, fabrication de bière, traitement des vins).

Ce centre de stockage et de conditionnement comporte :

- un bâtiment de confinement dit blockhaus, abritant 2 cuves de stockage de dioxyde de soufre (SO₂), produit toxique, d'une capacité unitaire de 25 tonnes,
- un poste de conditionnement de SO₂ en bouteilles et en fûts à pression,
- une zone de stockage des bouteilles,
- un atelier de fabrication de bisulfite de potassium,
- un atelier de peinture des bouteilles.

Cet établissement est situé en zone industrielle. Les habitations les plus proches sont situées à 1 km au Nord Ouest du site.

Les activités de la société MENDES sont réglementées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014 DRIEE UT77 011 du 31 janvier 2014. La seule activité relevant du régime de l'autorisation est l'emploi et le stockage de 100 t de dioxyde de soufre (SO₂), relevant de la rubrique 4130-3 A : « Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation ».

Cet établissement est soumis à l'arrêté du 26 mai 2014, étant donné que les quantités de dioxyde de soufre employées ou stockées sont supérieures à 50 tonnes. Il est dit " SEVESO seuil bas " au sens de l'arrêté ministériel susvisé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Formation du personnel	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.4.4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance et détection des zones de dangers	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.5.6	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rétentions	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Réservoirs	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.4	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Règles de	AP Complémentaire du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	gestion des stockages en rétention	31/01/2014, article 7.6.5		
7	Neutralisation des gaz	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 8.1.8.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Etude de danger	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.7.1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Déclaration et rapport	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 2.5.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un accident dont le scénario n'avait pas été prévu dans l'étude de dangers (EDD) du site s'est produit le 05/09/2024. Ce scénario a conduit à la libération de 91 kg de SO₂ (estimation haute).

L'événement démontre la nécessité d'une mise à jour de l'EDD afin d'y inclure ce scénario et de définir des moyens de détection et de protection empêchant la reproduction de celui-ci.

L'exploitant devra veiller également à former ses opérateurs sur les risques liés à la manipulation des substances dangereuses du site et améliorer leur culture du risque.

La gestion des rétentions des cuves fait également l'objet d'un projet de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement. (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires. Les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, sont assurées en présence d'un encadrement approprié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Périodiquement (toutes les 3 semaines), l'opérateur réceptionne de la potasse concentrée à 50% qu'il transfère dans 3 cuves dans lesquelles il réalise ensuite une dilution afin d'atteindre une concentration de 20 %.</p> <p>La dilution se fait par ajout préalable d'un volume d'eau dans les cuves déterminées d'après le</p>

volume de potasse qui sera transféré.

Après dilution, l'opérateur procède à un contrôle de densité afin de vérifier la concentration de la solution.

Cette réserve de potasse à 20% n'est ensuite plus contrôlée et ne doit pas faire l'objet de nouvelle dilution dans ces cuves.

Le jour de l'événement, l'opérateur a justement dilué la solution de ces cuves en prévision de la livraison future prévue la semaine suivante. Le remplissage d'eau s'est déroulé de 8h à 12h environ avec un débit d'eau de 1000 L/h d'après les estimations de l'opérateur.

De cette opération, il faut noter que :

1/ l'ajout d'eau a été réalisé alors que les cuves n'étaient pas vides,

2/ la solution très diluée ainsi obtenue n'aurait pas dû être utilisée pour l'étape de fabrication suivante (bisulfite de potassium).

En effet l'opérateur a ensuite procédé au transfert de cette solution diluée vers les cuves de fabrication de bisulfite de potassium dans lesquelles un mélange avec le dioxyde de soufre (SO₂) a eu lieu. La concentration de la potasse ne correspondant pas à la concentration attendue dans le cadre du process, le mélange avec le dioxyde de soufre a donné lieu à une réaction chimique non prévue. Il faut noter également que cette situation accidentelle n'était pas prévue dans l'étude de dangers.

Cette erreur a conduit au dégagement de 91 kg de SO₂ dont une partie du nuage a conduit à une détection dans le local SO₂.

Non-conformité n°20240906-1 : L'exploitant ne respecte pas les procédures ou ne définit pas les opérations à risque.

Observation n°20240906-1 : La procédure ne prévoit pas de contrôle de densité de la potasse en dehors du contrôle initial, qui ne fait pas ailleurs pas l'objet d'un enregistrement,

Observation n°20240906-2 Une mesure de protection devrait être intégrée afin de ne pas réaliser de dilution accidentelle après le premier contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés

à leur unité,

- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Constats :

L'opérateur a procédé à une dilution de la solution de potasse en méconnaissance des risques que cela pouvait engendrer.

L'opérateur n'était donc pas suffisamment alerté sur les risques inhérents de l'installation, et manquait en particulier de connaissance sur les produits manipulés et les réactions chimiques.

Non-conformité n°20240906-2 : L'exploitant ne s'assure pas de la connaissance et de l'aptitude au poste de son personnel d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Analyse de risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de risques

Prescription contrôlée :

L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

Constats :

Le scénario de cet accident n'était pas prévu dans l'étude de dangers.

Aucune alarme ou mise en sécurité n'est prévue dans cette situation, en particulier car il n'existe aucun dispositif permettant de détecter ce type d'événement.

Non-conformité n°20240906-3 : L'exploitant n'a pas décrit, dans son étude de dangers, tous les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels.

→ En conclusion de ce constat, l'exploitant devra mettre à jour de son étude de dangers.

Non-conformité n°20240906-4 : L'exploitant n'a pas mis en place les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à la maîtrise des risques concernant.

La définition de moyen d'alerte et de protection devra être réévaluée suite à l'ajout des scénarios

dans l'étude de danger.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : (...) <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> (...) <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux pluviales, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. (...)</p>
Constats : Comme expliqué précédemment, le jour de l'accident, les pompiers ont constaté une fuite de la rétention qu'ils ont colmatée. Non-conformité n°20240906-5 : La rétention n'est pas étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure en l'absence d'action concrète de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Réservoirs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs
Prescription contrôlée : L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. A ce titre l'exploitant procède périodiquement à l'examen extérieur des parois latérales et éventuellement, du fond des réservoirs et des supports. Les résultats sont portés sur un registre. L'exploitant établit une procédure permettant le colmatage d'une fuite sur un réservoir dans des conditions optimales de sécurité pour les intervenants. Cette procédure est connue des personnes susceptibles d'intervenir en cas d'accident ou incident et tenue à leur disposition, à celle des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter

toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Constats :

Une ou plusieurs fuites sur les raccords des tuyauteries des cuves de bisulfite de potassium ont été constatées lors de l'inspection réactive. Bien que connues de l'exploitant, ce dernier ne prévoyait pas prochainement une réparation de ces fuites.

L'exploitant doit en outre disposer d'une procédure pour colmater les fuites mais celle-ci n'a pas été évoquée ni mise en application. L'exploitant n'a pas non plus présenté de registre de contrôle des parois de ses réservoirs qui permettrait d'identifier le début des fuites. Ce registre n'a cependant pas été réclamé lors de l'inspection.

Considérant l'emplacement des réservoirs, l'eau pluviale peut se mélanger aux substances résultant des fuites, celle-ci étant en extérieur, non couverte.

Non-conformité n°20240906-6 : Les réservoirs placés sur rétention présentent des fuites sur les raccords et l'exploitant ne s'assure pas de leur réparation.

Observation n°20240906-3 : L'exploitant transmettra le registre de contrôle périodique permettant de s'assurer de l'étanchéité des réservoirs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Règles de gestion des stockages en rétention

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté. Les bouteilles et conteneurs contenant du dioxyde de soufre sont stockés à l'intérieur du bâtiment. En cas de risque d'inondation, ce stockage est mis en sécurité. L'exploitant définit par consigne la marche à suivre en cas de risque d'inondation.

Constats :

L'exploitant n'a pas vidangé ou nettoyé ses rétentions et un fond de liquide, mélange d'eau pluviale et de solution issue des fuites de bisulfite de potassium, tapisse le fond de la rétention.

Non-conformité n°20240906-7 : L'exploitant ne veille pas à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Neutralisation des gaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 8.1.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Neutralisation des gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose en permanence, d'une réserve de 62 m³ de solution de neutralisation. La conception et le dimensionnement de l'installation de neutralisation sont prévus pour faire face aux conditions les plus sévères résultant de l'étude des dangers. La concentration en dioxyde de soufre, en sortie de l'installation de neutralisation, ne doit pas dépasser 300mg/Nm³. L'installation est capable de traiter complètement les fuites du plus gros débit massique susceptible d'être générées par des ruptures de piquage ou de canalisation, même en cas de non-fonctionnement des organes de sectionnement dont ils sont pourvus. L'exploitant veille à conserver des teneurs en produit neutralisant élevées pour permettre de maintenir une vitesse d'absorption suffisante et éviter tout dégagement de dioxyde de soufre non neutralisé. Le taux de carbonatation du produit neutralisant fait l'objet d'un suivi écrit précisant la nature et la périodicité des mesures. Les capacités d'absorption de la solution de neutralisation sont contrôlées par des mesures régulières du potentiel redox ou du pH, ou par titration. Les réserves de neutralisant ainsi que le stockage permettant de recevoir le produit de réaction entre le dioxyde de soufre et le neutralisant sont munis d'une cuvette de rétention d'une capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100% de la capacité de plus grand réservoir ; • 50% de la capacité des réservoirs associés. L'exploitant doit assurer l'élimination du sous-produit formé. Les résultats de ces mesures sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'installation de traitement est conçue, exploitée et entretenue de manière à être disponible à tout instant, de manière à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'alimentation électrique des installations d'extraction et de neutralisation est secourue de façon à permettre en toute circonstance le fonctionnement des équipements de sécurité. Un détecteur de dioxyde de soufre est situé sur la cheminée d'évacuation des vapeurs traitées afin de déceler tout dysfonctionnement du dispositif de neutralisation. <p>Constats :</p> <p>Lors des échanges avec l'inspection, l'exploitant a indiqué que les 3 réservoirs utilisés pour la dilution de la potasse servaient de réserve d'inertant pour son installation et couvrent le volume de 62 m³ de potasse à 25% prévue dans l'étude de danger du site (EDD). Cependant les 3 réservoirs n'étaient pas pleins le jour de l'inspection et la potasse était diluée au-delà des 25% prévue.</p> <p>De plus, il semblerait que même en condition de remplissage optimale, l'exploitant dilue la potasse à 20% au lieu des 25% prévus dans l'EDD.</p> <p>Non-conformité n°20240906-8 : L'exploitant ne dispose pas en permanence, d'une réserve de 62 m³ de solution de neutralisation.</p> <p>Non-conformité n°20240906-9 : L'exploitant ne respecte pas les concentrations prévues de son produit inertant.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de danger
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme vu précédemment, le scénario de l'accident n'est pas identifié dans l'étude de dangers du site et ne dispose pas de moyen suffisant pour lutter contre cet événement comme en témoigne l'absence de détection précoce de l'événement et le rejet des produits de la réaction chimique évacués par les événements. De ce fait les moyens d'intervention à mettre en œuvre ne sont pas intégrés au plan d'opération interne et le personnel n'est pas formé à ce type d'événement.</p> <p>Observation n°20240906-4 : L'exploitant devra intégrer le scénario de l'accident du 05/09/2024 dans son plan d'opération interne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats :

L'accident a été signalé à l'inspection des installations classées par le SDIS. L'exploitant n'a pas pensé à informer l'inspection des installations classées de l'accident. Le logigramme du POI mentionne pourtant la liste des personnes/services à informer.

Non-conformité n°20240906-10 : L'exploitant n'a pas déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées l'accident survenu, le 05/09/2024, du fait du fonctionnement de son installation qui est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois